



**HAL**  
open science

## Feu l'Europe de l'Est ?

Violette Rey

► **To cite this version:**

Violette Rey. Feu l'Europe de l'Est?. Annales de géographie, 1990, 99 (555), pp.564-578.  
10.3406/geo.1990.20996 . hal-02885530

**HAL Id: hal-02885530**

**<https://hal.science/hal-02885530>**

Submitted on 30 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Feu l'Europe de l'Est ?

Violette Rey

### Abstract

How does geographical approach explain the past and the next future in the late Eastern Europe ? Long and short historical waves have produced defined geographical patterns. These patterns which are the matrix of cultural identities and have played a great part as signal for socio-politic changes, may be also the bridle for the future.

### Résumé

Comment une approche géographique de « feu l'Europe de l'Est » peut-elle éclairer les orientations et l'évolution prochaine de l'espace qui se dégage de la tutelle soviétique directe ?

Des structures géographiques sont définies à travers une dialectique des mutations et des permanences : Europe intermédiaire à l'intersection d'influences extérieures, réseaux urbains et espaces ruraux spécifiés par le régime socialiste, région individualisées par leur dégradation environnementale...

Ces structures géographiques, de moyenne et longue durée, portant sur de petits ou de grands espaces, ne sont pas de simples héritages. Elles sont les matrices spatiales des identités collectives. Elles peuvent jouer le rôle de détonateur des changements socio-politiques en cours, mais en être aussi les freins.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Rey Violette. Feu l'Europe de l'Est ? . In: Annales de Géographie, t. 99, n°555, 1990. pp. 564-578;

doi : <https://doi.org/10.3406/geo.1990.20996>

[https://www.persee.fr/doc/geo\\_0003-4010\\_1990\\_num\\_99\\_555\\_20996](https://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_1990_num_99_555_20996)

---

Fichier pdf généré le 08/01/2019

## *Feu l'Europe de l'Est ?*

**Violette REY**

*Équipe P.A.R.I.S.-C.N.R.S.  
Professeur E.N.S. Fontenay St-Cloud\**

« Le roi est mort, vive le roi ! ».

Qu'en est-il de l'Europe de l'Est ?

La remise en question de la géopolitique de l'Europe et l'émergence incertaine d'une nouvelle architecture territoriale « interpelle » et même inquiète. Arguments de passion et de peur l'emportent sur ceux de la raison, souvent plus renforcés qu'atténués par les reportages et les articles de presse. Tentons d'y échapper par trois questions qui cernent comment fonctionne la dialectique « mutation/permanence » sur cette partie de l'Europe.

— Après la chute du Mur de Berlin, on a parlé d'un retour de l'Europe de l'Est dans le « giron de l'histoire ». Est-ce à dire que cette Europe n'avait subi, un bref demi-siècle, qu'un kidnapping (comme s'exprimerait Kundera) en contrepoint d'un passé qui aurait eu peu à voir avec l'orient de l'Europe ?

— Quels sont les « nouveaux héritages » légués par le système socialiste et quelle est l'empreinte très durable de certaines « nouvelles permanences » dont il faut tenir compte pour la compréhension du futur ?

— Il y a une remontée accélérée des différences : différences heureuses ? ou différences dangereuses ? Quels sont les risques à surveiller ?

\* Le texte reprend une conférence prononcée le 21.1.1990 à la Cité universitaire internationale de Paris, sur l'invitation du Professeur E. Dalmasso.

## I. Sur la longue durée, une Europe de l'entre-deux

S'il y a retour à l'Ouest, après un demi-siècle « d'exil » à l'Est, cet épisode s'inscrit dans *une série de fluctuations*, lesquelles sont la trame du temps long propre à cette région du monde. Les natifs de cette région le savent bien « qu'ici le temps commande aux Hommes », mais sans leur *accorder la durée*.

Cette absence de durée est au cœur de la complexité spécifique à la région entre les mers Adriatique, Baltique et mer Noire. Rarement maîtresse de son destin, Europe « intermédiaire » plutôt que « centrale », elle a surtout relevé des zones d'influences de voisins impériaux, dont les centres étaient toujours dans un ailleurs plus ou moins lointain.

Le XIII<sup>e</sup> siècle peut servir de point de départ pour cette réflexion. En ce siècle que l'on a coutume d'appeler « l'apogée de l'Occident médiéval », la configuration politique de l'Europe intermédiaire est étonnamment proche du maillage présent : royaumes de Pologne, de Bohême, de Hongrie, de Serbie, de Bulgarie, empire gréco-byzantin, voïvodies de Valachie et Moldavie, grande Lithuanie, tous les ancêtres sont là, mais nombre de ces peuples n'ont qu'une stabilisation territoriale récente — depuis le VII<sup>e</sup>, VIII<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> siècle, soit en moyenne de trois à quatre siècles de moins que les peuples « barbares » qui se sont stabilisés plus à l'Ouest.

Sous cette similitude de configuration politique et d'organisation sociale de l'ensemble de l'Europe, des différences sont aisément repérables sur les cartes d'atlas historiques, de part et d'autre d'une ligne correspondant à peu près au Saint-Empire romain germanique (de Venise à l'Oder). L'intensité du peuplement, la densité du réseau des villes et des routes commerciales, le semis des monastères, toutes ces traces d'une occupation généralisée de l'espace occidental diminuent, s'affaissent ; le peuplement est resté beaucoup plus lacunaire.

Deux chrétientés se partagent le territoire : l'orthodoxe rattachée à Byzance, et la romaine, selon une ligne de séparation qui court dans la péninsule balkanique de Belgrade à Skodra, là où, à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, l'empire romain s'était scindé en deux, là... où s'était, dès avant Jésus-Christ, stabilisé la frontière linguistique entre parler latin et parler grec, entre deux alphabets. Il est des indurations culturelles tenaces et d'une autre portée que le contact des droits écrits et coutumiers entre la France d'oc et la France d'oïl ! (*fig. 1.*) On a pu dire qu'il n'y avait en Europe qu'une vraie coupure culturelle et religieuse, celle entre l'Église orthodoxe et l'Église de Rome ; une coupure où les haines de part et d'autres sont anciennes et les ignorances réciproques immenses.

Une coupure qui a marqué irréversiblement certains paysages humains : au Montenegro, au Kossovo, en Albanie du Nord, la mosaïque religieuse et ethnique atteint un maximum ; là sont actuellement ras-

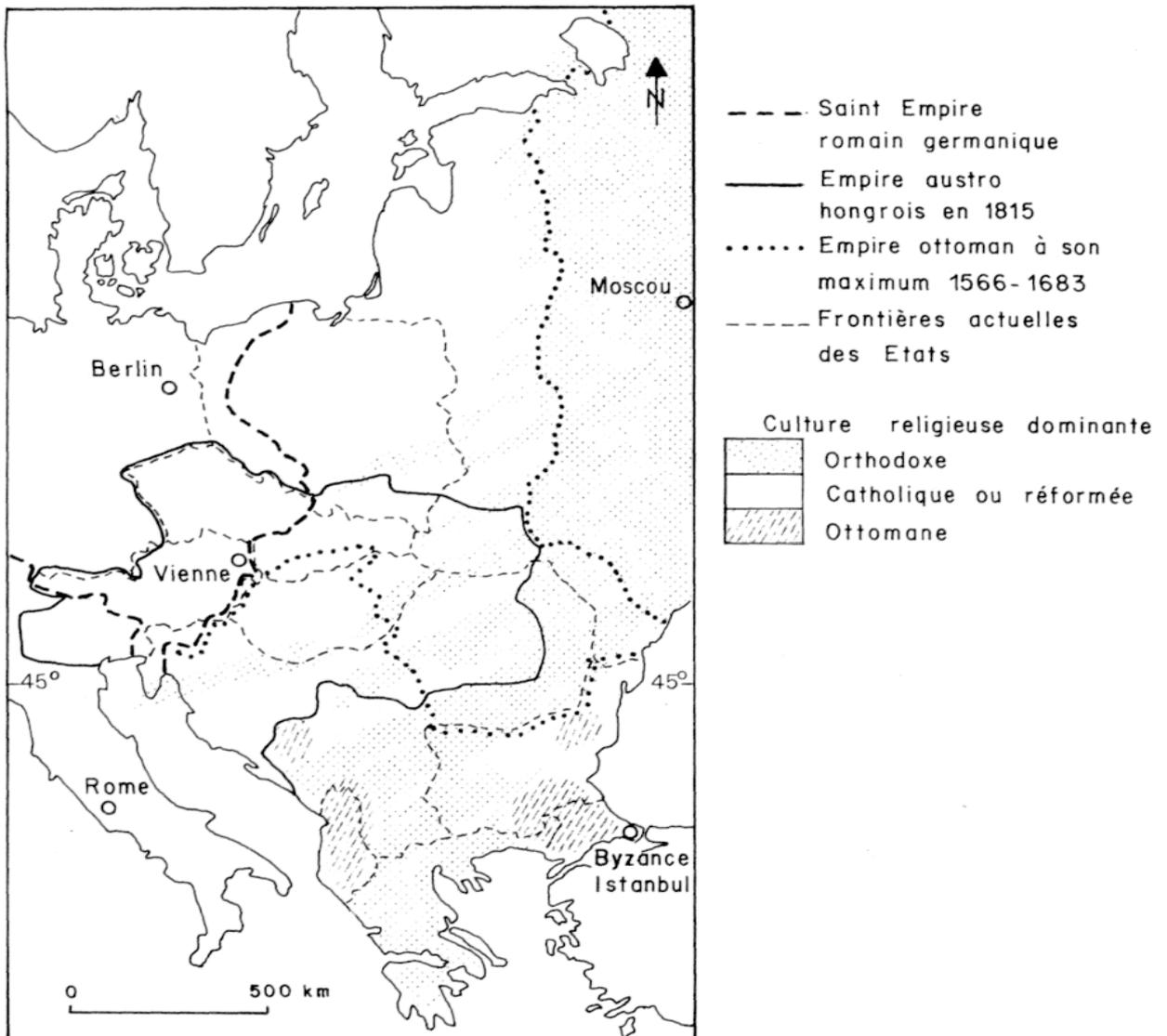


Fig. 1. — MARQUAGES RELIGIEUX ET IMPÉRIAUX.  
(Cartographie : V. REY.)

semblés Croates catholiques, Monténégrins et Serbes orthodoxes ou parfois uniates, Bosniaques musulmans, Kossovars musulmans, Guègues albanais catholiques...

La diversité linguistique est la troisième grande distinction de cette aire centre-européenne par rapport à l'Occident, une diversité qui ne tient pas de la nuance entre langues d'un même rameau, mais de la différence : langues germaniques, langues slaves du Nord et du Sud (avec deux alphabets selon que les peuples sont liés à Rome ou à Byzance pour leur évangélisation), langues latines des vlaques roumains, langue illyrienne et même — hors du groupe indo-européen —, la langue magyare, langue dite agglutinante d'origine sibérienne asiatique.

Or, à cette époque, la langue turque et l'alphabet islamique ne sont pas encore implantés.

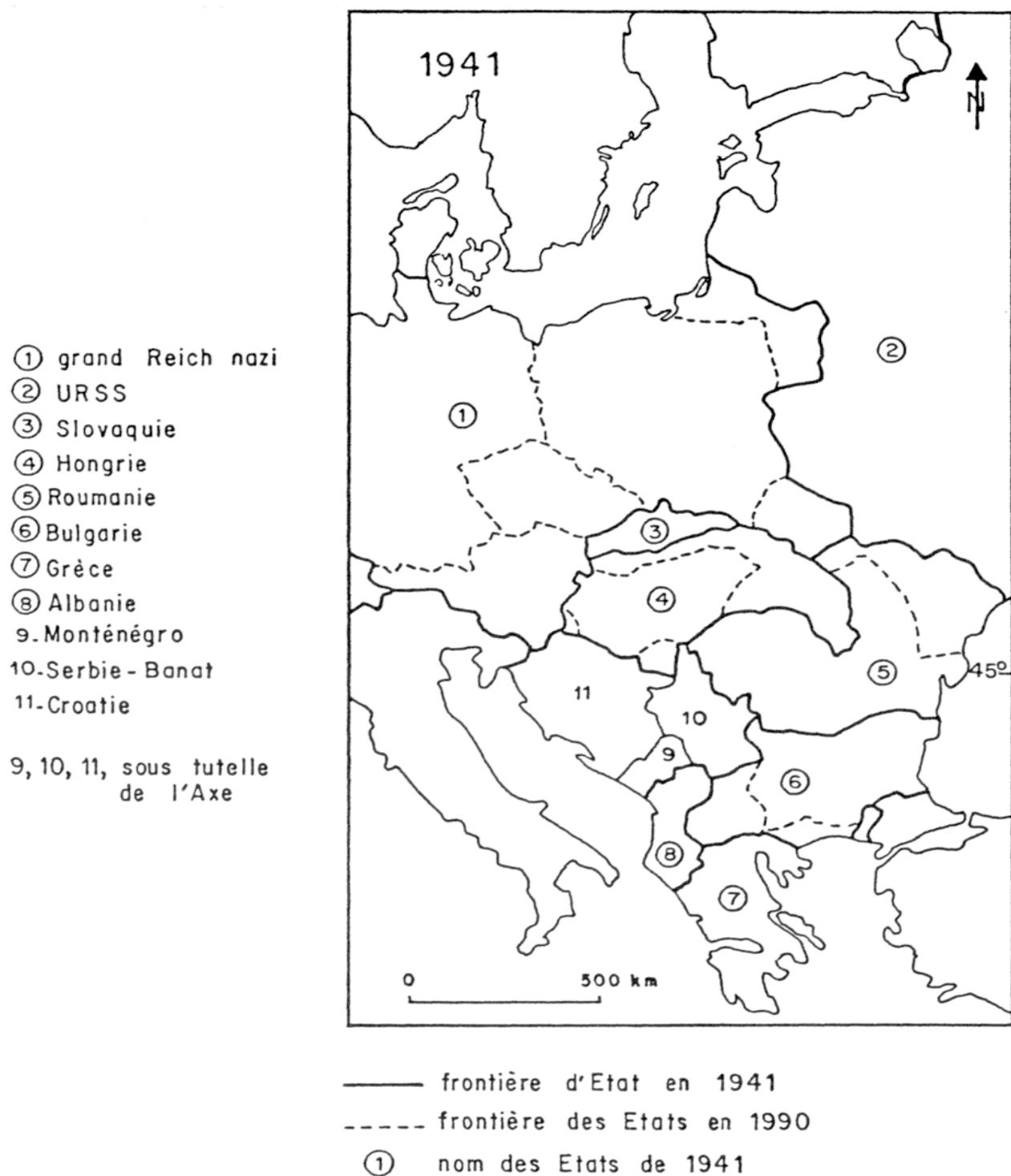
A partir du xv<sup>e</sup> siècle, et pour quatre siècles, la structure politique de la région, alors relativement proche de l'Occident, va bifurquer au profit de *grands empires* et d'une phase plus autonome d'Europe centrale et *balkanique*.

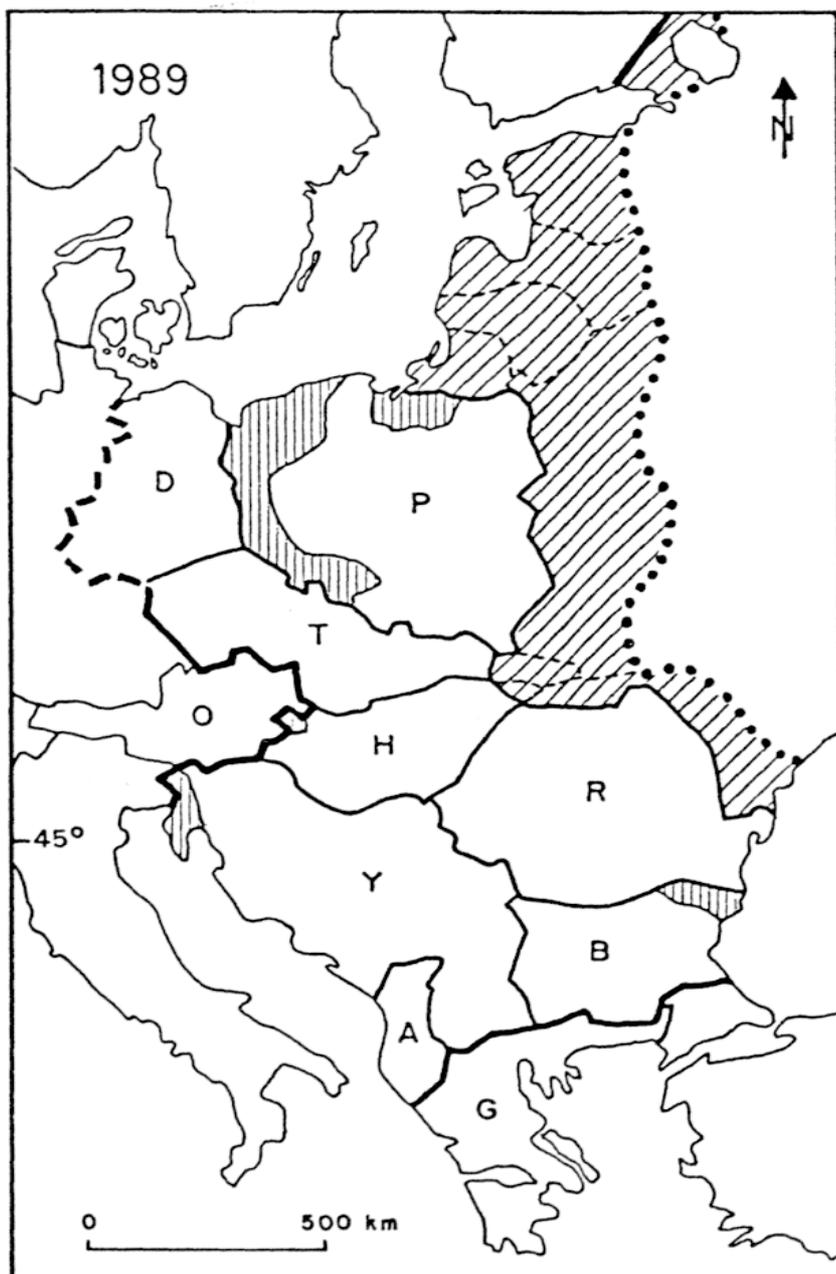
La disparition des cellules politiques autonomes est concomitante d'un phénomène de reprise des invasions, dont l'Occident resta à l'abri (Tatars, Mongols, Turcs). A l'*invasion turque* qui se déploie durant les xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles dans la péninsule balkanique, et pousse ses ravages dans la Grande Plaine danubienne jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, est rattaché un complexe de conséquences négatives et de phénomènes récessifs articulés autour de l'effondrement démographique avec un recul très marqué des villes, du retard économique et de l'atonie technologique, de la destruction des sociétés antérieures. Une part essentielle de l'ascension des Habsbourg lui est due (siège de Vienne en 1683) ; l'empire s'est agrandi comme le rempart de la chrétienté tandis que, dans les Balkans, la religion islamique s'implantait en plusieurs régions.

Attribuer toutefois au seul choc ottoman la responsabilité de la disparition des États royaux au profit de la montée des empires, et la généralisation des grands domaines latifundiaires avec assignation à résidence des paysans — ce que l'on appelle le II<sup>e</sup> Servage — serait tout à fait excessif. Les paysans étaient souvent moins opprimés sous le joug turc que sous la férule des grands et petits hobereaux. Quant au démantèlement du royaume de Pologne au xviii<sup>e</sup> siècle, il ne doit directement rien à l'avancée ottomane.

Des conditions internes propres à toute l'aire entre Baltique et Balkans ont contribué à la BIFURCATION SOCIO-ÉCONOMIQUE autant que politique du système. Un système seigneurial durci, avec une lourde corvée de travail au lieu de la rente en argent, devient le pourvoyeur de *grains pour l'Europe occidentale des marchands*. Les citées, grandes perdantes, sont lieux de cours princières, villes rentières à l'esprit provincial. L'absolutisme impérial généralisé s'appuie sur les grands propriétaires pour ses besoins militaires, tandis que les nobles ont besoin de la toute-puissance impériale pour consolider le servage et bloquer ce qui restait de mobilité paysanne.

En l'absence de bourgeoisie urbaine, l'initiative économique ne peut guère provenir d'une classe qui veut conserver sa main-d'œuvre ; c'est donc à l'État qu'incombe cette tâche ; la tradition dirigiste étatique est ici bien antérieure à 1945. Les souverains, périodiquement, font appel à des étrangers : marchands et banquiers juifs et hollandais ; mineurs saxons ; colonies de repeuplement de Souabes, de Lorrains. Le phénomène de *colonies germaniques* quittant une Allemagne très peuplée pour mettre son savoir-faire technique très élaboré au service

Fig. 2. — LE XX<sup>e</sup> SIÈCLE : VICISSITUDES DES ÉTATS



- A : Albanie
- B : Bulgarie
- D : R.D. A
- G : Grèce
- H : Hongrie
- O : Autriche
- P : Pologne
- R : Roumanie
- T : Tchécoslovaquie
- Y : Yougoslavie

-  territoire devenu soviétique après 1945
-  territoire ayant changé d'Etat après 1945
-  ..... frontière occidentale URSS en 1939
-  - - - limite entre pays "socialistes" et pays "libéraux"

de la mise en valeur de nouveaux territoires a été continu depuis le XIII<sup>e</sup> siècle.

Ces grands empires centraux (l'austro-hongrois, le prussien et l'ottoman), à caractère multinational et multiethnique, sont propres à l'Europe intermédiaire ; mais ils vont disparaître pour laisser place aux *États nationaux* dont l'accouchement s'achèvera avec la Première Guerre mondiale. La forte croissance démographique du XIX<sup>e</sup> siècle a donné le branle à un processus de différenciation interne et à une recomposition du paysage des peuples ; des groupes quasiment ignorés obtiendront une reconnaissance politique, impensable en 1815 (tels les Albanais). De redoutables questions surgissent alors. Comment chaque peuple souhaite-t-il s'autostructurer et à partir de quelles références ? Comment, pour les uns, conserver la prééminence (en particulier pour la culture allemande), quand les autres veulent être reconnus à égalité ?

Voici un texte où Engels, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, s'oppose à Bakounine à propos de la place à accorder aux nationalités dans la construction du mouvement socialiste international.

« Les Slaves, des peuples qui n'ont jamais eu d'histoire qui leur fut propre, qui ayant à peine atteint le niveau de civilisation le plus bas et le plus primitif, tombent aussitôt sous la dépendance étrangère ou bien accèdent au premier stade de la civilisation sous la contrainte d'un joug étranger, ne sont pas capables de vivre et ne pourront jamais parvenir à une quelconque autonomie. » (in : G. Haupt, 1974, *Les Marxistes et la question nationale*, p. 74).

La supériorité germanique et le concept de « nation historique » : tels sont les deux arguments d'Engels, dont le funeste second qui va donner l'obsession à chaque peuple de prouver son antériorité !... mais qu'est-ce que « nation » veut dire, en particulier pour ces masses paysannes qui sortent à peine de l'univers clos de seigneuries et se méfient tellement des « élites » ?

La carte politique des États-nations de 1918 — matrice conservée pour la carte de 1945 —, apparaît donc comme *une nouvelle bifurcation* et le retour à un modèle d'organisation expérimenté à l'Ouest. Sans entrer dans la discussion sur les protagonistes de l'élimination d'empires fédérateurs de peuples<sup>1</sup>, il est très important de souligner combien l'effectif de plus en plus minoritaire de la population germanique dans l'effectif total a fragilisé irréversiblement l'institution impériale. Quant à l'application du principe des nationalités pour le tracé des frontières, chacun sait combien il fut malmené par une *chirurgie territoriale* qui tint souvent du charcutage, et comment ce fut le point de départ de tous les *irrédentismes* (fig. 2, p. 568-569).

Par cette incursion dans la durée, j'ai montré comment une aire et

1. Cf. F. Fejtö (1988), *Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Lieu Commun éd., 440 p.

des civilisations centre-orientales se sont spécifiées, élaborées à travers la récurrence d'un balancement d'influences extérieures, comment forces extérieures et centres lointains ont prévalu sur les forces intérieures et les centres locaux. C'est là ce que les habitants appellent leur *complexe géographique*.

En Europe intermédiaire, les constructions politiques du xx<sup>e</sup> siècle sont davantage des « Nations-États » que des « États-nations ». La différenciation fonctionnelle de la société, au lieu d'émerger d'un processus de formation de classe sociale, a été distribuée à différents groupes « ethniques » et groupes « nationaux », ce qui a juxtaposé les espaces spécifiques, voire les ghettos. Multi-territorialité, multitemporalité, fragmentation plutôt qu'intégration, telles sont les dominantes. Passée la tragédie de la Seconde Guerre mondiale, l'élimination des juifs et l'éviction des Allemands ont ramené chaque société nationale à une *structure simplifiée mais appauvrie*.

Composante technique et composante marchande, l'une et l'autre ouvertes sur l'extérieur, devront donc être ré-inventées par des sociétés très agraires, souvent méfiantes vis-à-vis du pouvoir et sans expérience de la vie publique et politique.

## II. Les nouveaux héritages légués par le socialisme

Certes, le système socialiste d'obédience soviétique est mort *idéologiquement et éthiquement*, partout. Ses traits les plus odieux et les plus insupportables ont disparu ou sont en voie de l'être : le totalitarisme avec ses outils, le Parti unique, la police omniprésente ; les armées d'occupation soviétiques en voie de retrait ; l'enfermement territorial et le contrôle de la mobilité supprimés. La peur, la peur si profonde, la peur même de soi est reléguée ; mais par d'autres caractères qui se sont indurés et constitués en structures, feu « le système » est plus construit, plus enraciné en 1990 qu'il ne l'était même en 1960 ou 1970.

La crise actuelle — avec les institutions en déroute, l'agriculture et l'industrie en débâcle, l'activité intellectuelle exangue — cette crise n'est pas une crise au sens habituel du terme. Tout est *enrayé*, toutes les structures sont à reprendre et d'abord celles qui s'établissent à travers les relations d'activité. La mise en commun des énergies pour le travail, pour l'*entreprise* — mécanisme banal ailleurs — est ici perdue.

Il n'est pas aisé de sortir du système D, des multiples marchés noirs et corruptions, voire même du « petit stalinisme au quotidien », toutes choses qui n'ont fait que s'approfondir et se généraliser à chaque décennie. Il n'est pas aisé d'échapper aux réflexes acquis dans un

contexte, où toute initiative individuelle n'était lue qu'au travers du prisme de l'avantage personnel exclusif.

Une méfiance irrépressible devant tout ce qui touche à l'État, à l'activité publique et politique freine déjà les capacités d'initiative au demeurant faibles.

Comment casser le dualisme systématique « MACRO/MICRO » dans lequel se moulent toutes les activités ? Les macro-entreprises, celles de l'État ou des coopératives face aux micro-besognes des individus ? Comment susciter l'apparition des unités intermédiaires, des *entreprises moyennes*, lesquelles, dans d'autres systèmes, constituent la masse dominante, la structure d'organisation la plus générale et banale des activités ? C'est sur cet obstacle des structures inopérantes que butent directement les candidats investisseurs étrangers.

Il est d'autres structures, moins signalées, qui pourtant vont peser très durablement sur les transformations à mettre en œuvre, et qui font des ex-démocraties populaires *un espace qui restera longtemps AUTRE*, soumis à des processus et des régulations propres.

Nous en retiendrons trois :

- l'organisation volontariste des espaces et ses réseaux d'habitat,
- les espaces de vie et la nature massacrée par une pollution inouïe,
- les étonnantes altérations des structures démographiques.

Une logique d'organisation volontariste du territoire a été conduite parallèlement à la logique de l'économie de commande. On a voulu que le changement spatial parachève le changement social, lui soit un cadre neuf.

Cette action s'est particulièrement imposée par la collectivisation « agraire », à travers de nouveaux découpages administratifs et une action sur les réseaux urbains. Nous n'aborderons que les deux derniers, parce qu'ils nous paraissent moins connus.

Pour *construire l'espace du nouveau pouvoir*, éliminer les traces de l'histoire et les marques de la mémoire sociale, pour casser les anciennes solidarités locales dont nous avons dit qu'elles étaient beaucoup plus fortes à l'Est qu'à l'Ouest, compte tenu des sociétés rurales, on a changé la configuration des territoires de gestion... La départementalisation en France est née de la Révolution. Ici de même, on a cherché la « bonne maille » de l'ère nouvelle, la bonne taille de circonscription, assiette de la gestion administrative de la totalité des activités. La question et sa solution revêtent une importance non concevable hors d'un système d'économie de commande. D'où cette quasi-manie de réajuster périodiquement le découpage administratif et de faire varier les échelons de la hiérarchie de tous les pouvoirs. Il en est résulté une homogénéisation du maillage, selon un module de taille départementale peu différenciée de la Baltique à la mer Noire, de trame beaucoup plus régulière qu'entre les pays de l'Ouest. Maillage sûrement

efficace pour le contrôle, la surveillance territoriale, la centralisation, mais maillage partout reconnu... comme trop petit pour assurer le fonctionnement économique ! Il est à prévoir qu'il sera remis en cause, infligeant une fois encore un changement de carte administrative, avec toutes les conséquences qui en découlent. (En Allemagne, les *Länder* se réinstallent à la place des *Bezirke*.)

Cette géographie volontaire et ces remaniements des territoires administratifs ont eu un tel poids sur la restructuration spatiale qu'ils sont assortis d'une croissance urbaine très sélective, qui a été concentrée sur les villes et bourgades chefs-lieux. *La dynamique des réseaux urbains nationaux* a été très infléchie, très déformée au profit d'une logique administrative des chefs-lieux de taille moyenne, répartis sur l'ensemble du territoire.

La transformation peut apparaître séduisante pour un esprit convaincu de la supériorité d'une organisation uniforme et formellement égalitaire de l'espace, mais cette transformation a bloqué la croissance des grandes métropoles, *fractionné le dynamisme urbain* auquel on doit une part très importante de la production des richesses. Les mécanismes d'agglomération, support de l'émergence de l'INNOVATION, ont été idéologiquement rejetés, — puis ensuite sous-estimés quand est venu le temps des réformes.

Et quand on a enlevé à la ville toutes ses fonctions d'accumulation et de production de richesses, il reste ce que l'on appelle la « ville socialiste », centre de contrôle et de distribution, ville qui est un échec économique avant même d'être un échec social ou de lieu de vie.

Le marquage le plus tragique opéré par le système socialiste sur l'aire est-européenne est le marquage non intentionnel de la dégradation de l'environnement, le *massacre de la nature* et de la qualité des espaces de vie par une pollution inouïe. Il faut traverser, séjourner quelques jours dans les régions de la Bohême du Nord, de Silésie, à Budapest, à Sofia ... pour savoir ce que poussière et asphyxie veulent dire.

Ce marquage non intentionnel est le résultat d'une combinaison de la gigantomanie industrielle et agricole non maîtrisée techniquement, d'une forme criminelle de l'ignorance et de l'incompétence des responsables, et du système énergétique prédominant. Pour comprendre l'impasse du système énergétique, il faut se référer au modèle de la construction du système socialiste qui repose sur trois postulats :

- ne pas dépendre de l'économie mondiale,
- compter sur ses richesses propres,
- organiser les complémentarités dans le cadre du COMECON, surtout avec l'U.R.S.S. dont les ressources naturelles ont été déclarées inépuisables. Contrairement au discours de la période 1973-1975 sur le premier choc pétrolier qui n'aurait été qu'interne à l'aire capitaliste, *crise énergétique il y a eu ici aussi, mais décalée et différente*. La

conversion avait été assez largement entamée au profit des hydrocarbures soviétiques ; elle a dû en hâte être stoppée parce que les pétroles soviétiques avaient trouvé acheteurs à meilleur prix sur le marché mondial ; l'Europe de l'Est a repris alors l'exploitation forcenée de ses houilles locales et surtout de ses lignites dont la combustion est très polluante, en l'absence d'équipements protecteurs sophistiqués et coûteux. (Le phénomène est général de la R.D.A. à la Bulgarie ; on constate une progression des productions de lignite sans augmentation parallèle des autres productions industrielles : il y a donc dégradation nette du rendement énergétique. Aucune *innovation technologique n'est venue inverser cette tendance.*) L'infrastructure énergétique devra être complètement modifiée, sinon il serait illusoire de pouvoir panser les blessures dues à la pollution.

*Car les milieux est-européens sont malades jusque dans leurs fondements naturels et biologiques, c'est ce que commencent à dévoiler les statistiques démographiques et médicales.* Là encore, la question est complexe, ... et toute lecture démographique suppose certaines précautions pour intégrer les effets de structure d'âge et de cycle de renouvellement d'une population. Néanmoins, les analyses sur l'ensemble de l'Europe, depuis 1950, font apparaître un espace démographique est-européen dont l'individualisation se confirme au cours des quarante dernières années. Compte, d'abord, le gonflement démographique, l'équilibrage par rapport aux densités occidentales (partout de l'ordre de 100 à 150 hab./km<sup>2</sup>) : l'espace est-européen est devenu un *espace plein*, sorti de ce statut, chronique au cours des siècles, « d'espace à REPEULER » ; le continuum de hautes densités européennes englobe désormais l'Europe de l'Est et ne s'affaisse qu'au-delà de la frontière soviétique, non plus au-delà de la ligne Trieste-Berlin comme c'était encore le cas en 1914. Mais la pression à l'émigration, si spectaculaire en R.D.A., si sensible en Pologne depuis 1981, montre la fragilité du niveau atteint.

Cette augmentation de peuplement a été atteinte en situation « close », puisque l'émigration fut presque impossible (sauf clandestine) et l'immigration inexistante (sauf groupes de travailleurs temporaires, cubains ou vietnamiens) ; la fécondité (1,9 ‰ vers 1985) a eu le premier rôle, fécondité plus élevée qu'en Europe de l'Ouest et très encouragée ou « imposée » par des législations anti-avortements, succédant aux législations inverses des années 1950.

Par contre, les données sur la mortalité — mortalité infantile et mortalité masculine — deviennent accablantes. La mortalité infantile, après une forte réduction due aux premiers progrès de diffusion médicale, n'a pas poursuivi sa chute dans les mêmes proportions que dans le reste de l'Europe (toujours supérieure à 15 ‰ voire 20 ‰). Et surtout l'*espérance de vie* plafonne et même recule : partout inférieure à 68 ans

(contre 70 et plus en Europe de l'Ouest), elle perd quelques points depuis 1970.

Toutes les courbes conduisent à la même conclusion : il y a individualisation d'une Europe intermédiaire face à la vie et à la mort (individualisation qui englobe d'ailleurs l'U.R.S.S.), mais individualisation qui n'existait pas dans les années 1950. Seule s'en détache la R.D.A. dont les comportements calquent ceux de la R.F.A. Toutefois, l'ampleur du drame à venir est à peine perçu, compte tenu de la *confidentialité* des données<sup>1</sup>.

A travers ces trois catégories de phénomènes, j'ai voulu montrer combien la mutation de l'épisode sous socialisme a été créatrice de nouvelles structures, de nouvelles permanences. L'actuel changement socio-politique, qui s'inscrit dans une volonté de réinsertion dans le modèle démocratique ouest-européen précède le changement spatial et va plus vite que lui ; les structures territoriales restées est-européennes risquent d'être un frein considérable pour les prochaines évolutions. (Cette question des rigidités spatiales aurait pu être développée également à partir des réseaux de transport.)

### III. Remontée, dangereuse ? des différences internes

A mesure que craque le fard de la grisaille uniforme d'une Europe de l'Est socialiste, on découvre la diversité des huit États qui la constituent. Diversité trop méconnue mais dont les traits s'enracinent dans la longue durée de cette complexité historique évoquée au début. Diversité qui séduit : l'Europe n'est-elle pas, par quasi-définition d'elle-même, ce lieu privilégié des différences multiples, ce lieu où l'on veut respecter le droit des individus et des identités, le droit à la DIFFÉRENCE ? Diversité qui inquiète aussi : ne sait-on pas, depuis l'entre-deux-guerres, qu'il y a « misère des petits États<sup>2</sup> » dont la taille les rend incapables de solides autonomies.

Quoi qu'il en soit, l'angoisse naît de la résurgence des mouvements nationalistes et des questions à peine voilées portant sur d'éventuels remaniements de frontières. Incertitudes d'appartenances, remises en cause de limites... seule une analyse de carte peut aider à démêler cet inextricable problème *de territoire et de territorialité*... et montrer la vanité, l'inapplicabilité du principe « du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » en cette partie de l'Europe à la fin du xx<sup>e</sup> siècle.

Sur la carte de 1945, il y a eu remaniement de frontières, sans que le Principe du maintien des États créés en 1919-1920 ait été remis en cause.

1. C. Grasland, *Systèmes démographiques et systèmes nationaux en Europe*, thèse en cours d'achèvement, université de Paris I.

2. I. Bibo (1986), *Misère des petits États de l'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan éd., 460 p.

L'essentiel du changement est venu de l'Est, de l'avancée de l'U.R.S.S. victorieuse qui a établi une frontière directe avec ses quatre nouveaux frères, là où elle n'était en contact qu'avec deux en 1939. Par la passe de Munkacevo où s'abaisse la chaîne des Carpates à moins de 900 m d'altitude, l'U.R.S.S. est devenue puissance danubienne. La Pologne a été la plus touchée ; elle a perdu 150 000 km<sup>2</sup> à l'Est ; en compensation lui ont été attribuées les régions occidentales, prussiennes depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, de Basse-Silésie, de Poméranie et une partie de la Prusse orientale. La Roumanie a perdu la Bukovine, la Bessarabie qui constitue partiellement l'actuelle R.S. de Moldavie en U.R.S.S. et le sud du quadrilatère de Dobrogea. Au sud et à l'ouest, les remaniements ont été mineurs.

En fait, pour mieux sentir la chirurgie infligée à ces régions, il faudrait jeter un œil à la carte du temps de guerre, quand, à la faveur des basculements d'alliances, chaque pays s'était plus ou moins servi aux dépens d'un voisin.

A la nouvelle configuration de la carte des États, après 1945, a été associée *une simplification de la carte des nationalités*, afin que concordent au plus près, au mieux, le territoire de l'État et le territoire de la nation dominante. Les déplacements ont dépassé les six millions de personnes... et dans de brefs, parfois très brefs délais, quand on avait un nom allemand et qu'on vivait encore dans les Sudètes, ou en Transdanubie. Toutes les régions frontalières évacuées, repeuplées, sont restées *zones fragiles*, zone de faiblesse avec des populations assez instables. Ainsi en est-il du pourtour du Massif de Bohême et de la Pologne, — mais aussi des Rhodopes.

Ce sont des régions qui posent des problèmes quarante ans après et qui nécessitent des mesures spécifiques d'aide gouvernementale.

Et malgré ces déplacements massifs de population, la simplification n'a pas pu conduire à l'homogénéité nationale, à l'adéquation exclusive « un État/une nationalité ». La vanité de ce type de solution de transfert égale donc celle de la solution du déplacement de frontière qui avait prévalu après la Première Guerre. L'hétérogénéité interne des États, liée à la présence de plusieurs nationalités, a retrouvé vigueur et c'est elle qui nourrit les tendances nationalistes latentes.

Comment peut-on caractériser cette remontée des nationalités, après le silence tabou sur le sujet qui s'est prolongé jusque vers 1980 ? Il y a eu un changement qualitatif dans la conscience que les individus ont de leur nationalité, comparativement à ce qu'il en était avant la Première Guerre mondiale. Alors qu'au XIX<sup>e</sup> siècle — les *élites* inventaient la notion de conscience nationale et s'efforçaient « *d'éveiller* les peuples à leur idée de Nation », actuellement le nationalisme est devenu celui des masses. Et le demi-siècle de système socialiste y a contribué activement, bien qu'il ait considéré cette question résolue. Il y a contribué de trois manières. Il a enfermé la population dans chaque

pays, en la contraignant à une sorte d'incubation, d'autocontemplation. Il a manipulé, à la manière d'une propagande, le culte de la « culture dite populaire ». Il a utilisé les bonnes vieilles méthodes de « diviser pour régner », par lesquelles l'essentiel du pouvoir du Parti est aux mains de la nationalité dominante et sans respect pour l'autonomie ou la coparticipation des autres, qui se sentent de plus en plus prisonnières de « leur statut de minorité ».

Ce nationalisme populaire est actuellement alimenté par deux ordres de faits, que l'on retrouve presque toujours en pareilles occasions. Il s'agit d'une part de la *croissance démographique différentielle*, toujours présente et parfois même très marquée. Comment comprendre les événements en Bulgarie, les tentatives de la « bulgarisation » si l'on ignore que la population turque du Kirdjali a un taux de natalité supérieur à 30 ‰ (contre 12-13 ‰ pour la population bulgare) et que son effectif — environ un million — a presque doublé depuis la fin des années 1950 atteignant les 10 % de la population totale (un million sur dix millions). Le cas est identique dans le Kossovo yougoslave entre la population albanaise et la population serbe. A l'échelle du siècle qui vient de s'écouler, la situation est comparable pour la Transylvanie : en 1891, la statistique hongroise donne 28 % d'habitants de langue magyare (1,3 million) pour 52 % de langue roumaine ; en 1990, les deux millions de Hongrois ne représentent plus que 18 % des 8,4 millions d'habitants de Transylvanie.

A chaque fois, le changement marqué dans le rapport des effectifs est, à lui seul, facteur de perturbation. La conjoncture de crise économique avec stress social altère les comportements, facilite les dérives vers la mise en évidence puis en accusation d'un « *ennemi intérieur* » (il faut toujours des coupables).

Enfin, les tensions de nature nationaliste, que l'on voit se dessiner à nouveau, atteignent des seuils dangereux quand (et seulement quand) la conscience de l'identité et le sentiment de la différence sont *vécus sur un mode très inégalitaire*, au double plan culturel et économique, — avec le mépris dominateur des uns, avec le complexe d'infériorité et l'agressivité des autres. Là encore, culture islamique et métiers de faible qualification désignent la double différence des Albanais du Kossovo et des Turcs bulgarophones.

La question TZIGANE, quant à elle pour le moment tue, mais connue sur place et par les spécialistes de cette région, sera certainement une question sociale de plus en plus délicate dans les prochaines décennies. La population tzigane n'a pas le statut de nationalité, tout au plus de minorité. Son effectif s'accroît vite en Roumanie, en Slovaquie, en Hongrie, en Yougoslavie... et sans doute aussi en Bulgarie. Même si institutionnellement on s'efforce de l'intégrer — entre autres via les avantages dus aux familles nombreuses — elle reste une population en

marge et en butte au mépris (en Hongrie, il y a une section tzigane du Parti socialiste).

La dynamique des prochains mois, la dynamique des prochaines années vont libérer certaines forces bloquées antérieurement ; lesquelles joueront les premières ? lesquelles mettront la durée de leur côté ? les forces des ressentiments ? qui dresseront de nouveaux murs, de nouvelles fragmentations et peut-être de nouvelles dérives collectives hors de ce champ de la démocratie européenne tel qu'il a été rêvé d'y « revenir ». Ou bien les forces des conciliations ? qui donneront les forces morales et psychiques, source et support indispensables à une reconstruction de l'économie, de la société et des territoires dans un processus de concurrence démocratique ?

Dans ce nouveau jeu des dynamiques européennes, il est fort probable que l'érosion de la structure « Europe de l'Est » fasse réapparaître l'ancienne structure géographique multiséculaire, où l'« Europe centrale » d'imprégnation germanique se distingue de l'« Europe balkanique ». L'espace allemand, les pays tchèques, la Hongrie occidentale vont retrouver l'aptitude technique et économique qui furent les leurs. Les pays plus à l'est et plus au sud, dont les populations sont plus jeunes et plus fécondes mais dont les traditions technico-industrielles sont plus faibles et l'expérience étatique très récente au regard de l'histoire, auront sans doute de beaucoup plus grandes difficultés à rejoindre ce modèle — si tant est qu'ils le souhaitent vraiment.

*Résumé. – Comment une approche géographique de « feu l'Europe de l'Est » peut-elle éclairer les orientations et l'évolution prochaine de l'espace qui se dégage de la tutelle soviétique directe ?*

*Des structures géographiques sont définies à travers une dialectique des mutations et des permanences : Europe intermédiaire à l'intersection d'influences extérieures, réseaux urbains et espaces ruraux spécifiés par le régime socialiste, région individualisées par leur dégradation environnementale...*

*Ces structures géographiques, de moyenne et longue durée, portant sur de petits ou de grands espaces, ne sont pas de simples héritages. Elles sont les matrices spatiales des identités collectives. Elles peuvent jouer le rôle de détecteur des changements socio-politiques en cours, mais en être aussi les freins.*

*Mots clés : géographie politique, géographie culturelle, Europe de l'Est, structure spatiale, héritage, bifurcation, réseau, crise.*

*Abstract. – How does geographical approach explain the past and the next future in the late Eastern Europe ? Long and short historical waves have produced defined geographical patterns. These patterns which are the matrix of cultural identities and have played a great part as signal for socio-political changes, may be also the bridle for the future.*

*Key words : political geography, cultural geography, Eastern Europe, shatter belt, spatial pattern, network, bifurcation.*